

On s'abonne au bureau du journal, rue de l'Ange, n° 627, où les lettres et envois doivent être adressés franc de port.

PRIX DE L'ABONNEMENT :  
(Par trimestre.)

Pour Namur. 4 fl. 50 c.  
Pour les autres villes. 5 20

# COURRIER

DE LA SAMBRE.

INSERTIONS ET AYES  
Prix par ligne d'impression, 10 cents.

Avis aux abonnés.

Les abonnements commencent à toutes les époques, mais doivent échoir à la fin de mars, juin, septembre et décembre.

N° 456.

LUNDI ET MARDI.

19 ET 20 SEPTEMBRE 1831.

## INTERIEUR.

BRUXELLES, 18 septembre.

DÉFENSE DU PAYS.

(2<sup>e</sup> bulletin.)

\* \* S'occupe-t-on à approvisionner nos places fortes et nos citadelles? les munit-on de tout le matériel, de toutes les munitions nécessaires pour soutenir un siège, si l'ennemi venait à pénétrer dans le cœur du pays? Si l'on n'en avait encore rien fait, il est plus que temps que l'on s'en occupe avec activité.

\* \* Ne faudrait-il pas faire partir les gardes civiques mobiles pour des places fortes où elles iraient tenir garnison? Tant qu'on les laissera séjourner dans la ville qu'ils habitent, il ne faut espérer ni discipline, ni bonne organisation; on ne parviendra même jamais à faire un médiocre soldat parce que le garde est environné de mille distractions, de mille soins de famille qui l'empêchent de faire son unique affaire de l'exercice auquel il faudrait le rompre: nos gardes civiques sont abattus, dit-on; cela est vrai; mais si le ministère est habile, il saura faire tourner cet abattement même au profit du pays; rendez-leur quelque confiance en mettant de bons chefs à leur tête: et vous verrez que le désir de venger leur honte et leurs revers fera faire des prodiges à ces hommes qui ne sont pas lâches, mais qui manquaient d'exercice, d'esprit de corps, et qui ne voyaient pas à leur tête d'officiers expérimentés: le moyen de faire quelque chose avec de pareilles troupes!  
(Belge.)

## ACTES DU GOUVERNEMENT.

Sur la proposition du ministre de la guerre, S. M. a pris les dispositions suivantes:

Art. 1<sup>er</sup>. Le ministre de la guerre est autorisé à mettre successivement en activité le 1<sup>er</sup> ban de la garde civique, dans toutes les provinces.

Art. 2. Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 septembre 1831.

— Un courrier du cabinet anglais est arrivé hier avec des dépêches de Londres en cette ville et est parti immédiatement avec d'autres dépêches pour La Haye.

— On parle de l'envoi de nouveaux commissaires belges à Londres, comme auxiliaires de ceux qui s'y trouvent déjà. (Courrier.)

— La batterie d'artillerie bruxelloise venant de l'armée de la Meuse, est arrivée hier en notre ville; elle a été immédiatement passée en revue sur la place Royale par le colonel Limes.

— Nous tenons de source certaine les renseignements suivans, datés d'Anvers, le 16 de ce mois.

Il paraît qu'on va mettre la main à l'œuvre pour la réparation des digues.

Les ambassadeurs de France et d'Angleterre (Belliard et Adair) sont arrivés ici et descendus à l'Hôtel-du-Laboureur. Le général de Tabor est nommé commissaire de notre gouvernement pour le rétablissement des digues.

Les deux premiers personnages sont en ce moment occupés à écrire au général Chassé, et demain, à ce qu'il paraît, des ouvriers se trouveront sur le terrain. J'apprends à l'instant que cela est positif.

Le ministre de l'intérieur est également ici; il est allé ce matin à onze heures prendre inspection de la rupture à Lillo; rien n'a été entrepris jusqu'ici à la contre-digue que l'on projette d'établir dans ces environs: on attend pour cela l'approbation de l'adjudication, dont l'acte est transmis au ministère de l'intérieur.

Les travaux de rétablissement d'Hoboken ont été adjugés au prix modéré de 350 à 400 florins. On commencera à les exécuter demain, à charge des propriétaires intéressés. On peut dire que, de ce côté, il n'y a plus aucun sujet d'inquiétude.

Il a été décidé que demain l'on commencera à boucher la coupure près de Burght; cela fini, on ira à Lillo. Mame la ville n'a pas de fonds pour faire des avances, le général Belliard a promis d'écrire au roi pour en avoir directement de lui. (L'Indépendant.)

— On voit tous les jours arriver à Laon, dit l'Observateur de l'Aisne, des déserteurs de l'armée hollandaise, envoyés ici du quartier-général de l'armée du Nord; ce sont pour la plupart des Allemands des duchés de Bade, Hesse-Cassel, Nassau, etc., et des Suisses sortant de l'ex-garde royale. Il paraît que ces derniers ne sont pas en faveur auprès de notre général, car il les renvoie dans leurs foyers; quant aux Allemands, ils sont dirigés sur la légion étrangère. Tous ces soldats ont dû coûter bien cher à la Hollande, dont l'armée avait, dit-on, un effectif de 108,000 hommes.

— Par arrêté du 15 courant (comme on l'a vu ci-dessus), le

ministre de la guerre est autorisé à mettre successivement en activité le premier ban de la garde civique dans toutes les provinces. Celui de Bruxelles est convoqué pour le 21; il partira, dit-on, pour Ostende.

— 35 officiers ont jusqu'à présent été renvoyés du 3<sup>e</sup> chasseurs de la brigade Vandebroek.

— L'échange des prisonniers entre la Belgique et la Hollande, prescrit par l'un des derniers protocoles, aura lieu à compter du 18, à Trick, au-dessus de West-Wesel, par les soins de M. le colonel Fonson. Les ordres sont donnés en conséquence de part et d'autre.

— On lit dans l'Industriel:

Des lettres de Cologne confirment la prise de Varsovie.

L'une d'elles annonce que l'armée polonaise se retire sur Modlin et sur Ploesko pour y attendre les ordres de l'empereur.

Ce dernier paragraphe semblerait annoncer que la retraite de l'armée polonaise et sa direction ultérieure seraient l'effet de la capitulation de la capitale. Au reste, de prochains détails nous apprendront ce que nous devons penser de cette tragique issue. Puisse ce généreux peuple échapper à de nouveaux massacres!

— D'après les renseignements qui nous arrivent de Tournay, il paraît que les prisonniers hollandais désertés dernièrement de la caserne des Sept-Fontaines, au nombre de 13, étaient munis de fausses permissions. Sept d'entre eux avaient obtenu de M. le commandant de la place l'autorisation de se promener en ville.

Malgré les diligences et les recherches faites par la gendarmerie, l'on n'a pu découvrir aucune des traces des fugitifs.

— On lit dans l'Echo de la frontière, journal de Valenciennes:

Ainsi que nous le faisons pressentir dans notre dernier numéro, le camp tracé près de Mons, dans les bruyères de Castiau, et les mille baraquas en planches qu'il devait contenir, se sont évanouis. En sera-t-il de même du projet d'un camp sur les hauteurs sablonneuses de Maulde et de Bruille, où Dumouriez avait placé son armée en 1793, peu de jours avant sa défection? Ce qu'il y a de certain, c'est que des officiers d'état-major et des ingénieurs ont visité ces localités, il y a peu de jours. Toute l'armée doit rentrer en France du 20 au 25 de ce mois. Le camp de Maubeuge ne pourra contenir une telle quantité de troupes; il est probable que les environs de Valenciennes en recevront une partie. Il paraît qu'il a même été question un moment d'établir le grand quartier-général dans notre ville; ce projet n'est, dit-on, pas encore entièrement abandonné.

M. le général de Rigny est arrivé à Valenciennes; le général Lawœstine est à Solre-le-Château avec le 5<sup>e</sup> régiment de hussards, dont nous avons encore le dépôt. Les autres régimens arrivant de la Belgique se casent successivement sur la frontière, où ils se renforcent d'escadrons de guerre, qui, n'étant pas prêts au moment de leur départ au commencement du mois d'août, viennent maintenant les rejoindre dans leurs cantonnemens. Le duc d'Orléans, que les journaux anglais ont fait paraître au couronnement de Guillaume IV, a passé en revue des troupes belges à Bruxelles, puis s'est rendu à Genappe, où se trouve encore sa brigade. Les hussards d'Orléans sont chargés de veiller au monument de Waterloo; des factionnaires y sont placés depuis que des militaires isolés se sont amusés à couper la queue du Lion de Waterloo, qui fait en ce moment une triste figure.

MONS, 17 septembre.

La cour d'assises de la province du Hainaut vient de rendre son arrêt, dans l'affaire du lieutenant-colonel Grégoire et du capitaine Debast, accusés d'avoir, le 2 février dernier, tenté de renverser le gouvernement établi en Belgique.

Les débats ont duré cinq jours.

Après un examen de quatre heures sur les questions de fait posées par le ministère public à l'égard de chacun des accusés, la cour, rentrée en séance, a déclaré non coupable le capitaine Debast, dont la mise en liberté a été ordonnée aussitôt; le colonel Grégoire sur cette même question a été déclaré coupable de complot.

La cour s'est retirée ensuite pour examiner la question de droit et savoir si dans l'espece les art. 87 et 89 du code pénal étaient applicables. Après deux heures de délibération, et sur la réponse négative de la cour à cette question posée par le ministère public, le colonel Grégoire a été absous.

Le ministère public s'est pourvu en cassation contre cette dernière partie de l'arrêt.

ANVERS, 17 septembre.

Le général comte Belliard et M. Adair sont ici depuis hier, et s'occupent de l'exécution du protocole relatif aux réparations des digues. Monsieur le général de Tabor est nommé commissaire pour la Belgique, et dès ce matin tout était disposé, hommes et matériaux, pour boucher les coupures et mettre un terme aux inondations et aux craintes.

Il règne dans les rapports des deux parties un accord et une harmonie qui sont d'un heureux présage pour l'avenir.

NAMUR, 19 septembre.

Tous les journaux de France déplorent avec indignation les désastres de la Pologne; nous en donnons plusieurs extraits. La *Tribune* est imprimée sur papier de deuil, elle accuse hautement le ministère de trahison.

— Les malades Français qui étaient à l'hôpital militaire de Saint-Laurent, à Liège, ont été transportés le 16 par bateau sur Huy, d'où ils seront dirigés sur Namur et Givet.

Les officiers de santé et l'intendance sont aussi partis avant hier.

Les malades de l'armée française qui étaient depuis quelques temps à l'hôpital militaire de Tournay, sont partis le même jour sur des chariots : on les transporte en France.

— La flotte de S. M. britannique, sous les ordres de sir Ed. Codrington, est sortie le 11 de Portsmouth pour aller en croisière; elle se compose de :

*Caledonia*, de 120 canons (vaisseau amiral); *Britania*, de 120; *Revenge*, de 76; *Talavera*, de 74; *Wellesley*, de 74; *Barham*, de 54; *Galatea*, de 42; *Teveed*, de 20; *Victor*, de 10; *Brisk*, de 10; *Royalist*, de 10; *Becuit*, de 10; *Charybdis*, de 10; et *Viper*, de 6.

Il y a lieu de croire que cette flotte va croiser sur la côte de Portugal.

Deux bâtimens, *Prins-régent*, de 120 canons, et *Asia*, de 74, sous les ordres de l'amiral Parker, qui plus tard semble devoir se rallier à cette flotte, sont partis pour Lisbonne.

— On écrit de Gand, 17 septembre :

Hier, est entré en notre ville, venant de la ligne, le 8<sup>e</sup> régiment, fort de 59 officiers et de 2,260 sous-officiers et soldats. Il y restait encore la première compagnie du premier bataillon et la première compagnie du 6<sup>e</sup> bataillon. Celle-ci doit arriver ici aujourd'hui vers deux heures de l'après-dîner.

D'autres troupes iront remplacer ce régiment : mais nous ne comprenons pas comment, après tant de perfidies de la part des Hollandais, on puisse encore avoir dans leurs promesses assez de confiance, pour laisser notre ligne pendant trois à quatre jours entièrement dé-garnie. Ce que nous comprenons, c'est l'extrême anxiété où se trouvent nos communes limitrophes; en se voyant dépourvues de tout moyen de résistance, si l'ennemi tentait une nouvelle surprise.

— Le *Belge* donne dans un de ses derniers numéros une analyse du mémoire de Daine, qu'il termine en concluant que la responsabilité de nos revers doit retomber non sur ce général mais sur les divers ministres qui se sont succédé au ministère de la guerre.

— Le roi de Hollande a fait don à Saxe-Weimar d'un beau sabre, enrichi de diamans.

(Correspondance particulière du *Courrier de la Sambre*.)

LETTRE DE PARIS.

Il n'est bruit dans nos salons que du retour en France de nos troupes qui, sur l'appel de Léopold, étaient entrées en Belgique et devaient y rester jusqu'à la solution de ses interminables affaires. Cette mesure était très-sage et de nature à applanir les nombreuses difficultés suscitées par la déloyauté de Guillaume; mais voici venir un ordre émané de la conférence, intimant au ministère Périer l'évacuation immédiate du territoire belge par l'armée française. Il faut bien laisser au bon roi néerlandais la faculté de respirer, de grossir son armée, d'exiger, en inondant les polders, le démolissement des batteries nécessaires à la défense d'Anvers. On présume cependant que le bon plaisir de l'Angleterre ne sera pas long-temps écouté. L'honneur national avant tout! A la seconde agression de Guillaume, l'armée française se tiendrait prête à rentrer chez vous, car le nœud gordien est le *Luxembourg*. Le ministère fera toutes les concessions possibles pour maintenir en équilibre son système de *juste-milieu*, pourvu que la confédération germanique s'abstienne de son côté d'envahir ce point important, et, d'après l'incorporation reconnue des Prussiens dans les rangs hollandais, la France, qui a conçu des craintes, pourrait fort bien prendre spontanément l'initiative. Une nouvelle défaite des Belges anéantirait peut-être à nos frontières les ennemis acharnés de la révolution de juillet, d'autant plus fiers, que les désastres de l'héroïque Pologne ont rendu de la vigueur au principe absolu. Les intérêts de la Belgique sont donc intimement liés à ceux de la France. Une *légitimité* de la sainte-alliance replantée à Bruxelles sur les débris de l'arbre de la liberté mettrait en doute, à Paris, aux yeux des puissances, la *légitimité* du roi des barricades. Louis-Philippe ne doit point souffrir une restauration à ses portes.

La correspondance de l'absurde Charles X avec ses agens de la Vendée brave les investigations de la police, les recherches actives du gouvernement et les cordons de troupes établies vers tous les lieux suspects. L'ex-souverain ne rougit pas d'implorer les secours des forçats dont son or et ses intrigues favorisent l'évasion des bagnes, et de déchaîner sur la société ces bandes atroces d'assassins, de voleurs, d'incendiaires, de faux monnayeurs proscrits par la loi, pour la sûreté de cette même société. Il leur fait promettre secrètement de les libérer, dans l'espoir que leurs *affreux courages* paideront, au prix de tous les moyens, à ressaisir une couronne dégoûtante de sang. Ils sont dignes d'être assimilés à certains chouans, bandits royaux et avoués des *grands chemins*. Que la nation devienne unie, qu'une victoire de la France menacée consolide la révolution de juillet, et les carlistes disparaîtront, et Charles X ira cacher sa honte dans le nouveau monde.

Puisse le plan de l'abbé de Pradt relatif à l'expulsion d'Europe de la branche aînée des Bourbons recevoir bientôt son exécution!

Périer, quoique sur le point de donner sa démission, si un nouvel incident ne le retient au pouvoir, s'applaudit du triomphe de son système par la rentrée des troupes françaises, sans avoir tiré un coup de fusil en Belgique. Aussi a-t-on fait, dit-on, à ce sujet une caricature plaisante qui prouve que les Parisiens rient de tout.

Le ministre y est représenté regardant avec une longue vue l'armée qui revient et s'écrie : *Bravo! nos amis! vous avez travaillé dans l'intérêt de la paix*. Un vieux grenadier lui répond : *Corbleu!!! si nous y retournons, nous ne travaillerons plus pour le roi de Prusse!!!*

## EXTERIEUR.

FRANCE. — Paris, 16 septembre.

Varsovie est tombée! la ville héroïque est souillée de la présence des cohortes barbares. L'aigle blanc a succombé! la liberté a trahi des fils dignes d'elle!!!

Peut-être aurons-nous des pleurs pour cette grande calamité; peut-être célébrerons-nous des services funèbres pour tant de héros qui dorment dans la poussière ensanglantée; mais honte sur nous! nous avons laissé périr nos frères sans leur porter secours! nous, fils de la liberté, nous n'avons voulu de la liberté que pour nous; est-ce bien le moyen de nous l'assurer à nous-mêmes?

Quoi! un peuple de braves s'est indigné de courber la tête sous le knout russe; il a chassé le maître insolent qui le châtiât. Depuis un an il combat avec des forces inégales contre les armées que vomit la Russie; depuis un an, tout déchiré, tout sanglant, il prolonge une lutte désespérée, miraculeuse; il appelle vainement à son secours les nations libres, les peuples civilisés.

La France et l'Angleterre sont demeurées spectateurs muets de ce duel à mort! honte à l'Angleterre! malheur à la France! les Français du nord ont succombé. C'est notre avant-garde que nous avons laissée combattre et mourir sans tirer un coup de canon, sans lui envoyer une trompette! Varsovie! c'est presque un faubourg de Paris!

L'empire russe, avec ses innombrables légions, n'a pas suffi pour soumettre les Polonais; il lui a fallu l'appui de sa fidèle alliée la Prusse, la Pologne serait peut-être parvenue à délivrer le sol de la patrie des légions étrangères.

C'est le 8 septembre que Varsovie a capitulé; elle a signalé ses derniers efforts par un combat de deux jours, combat acharné et opiniâtre : il aura coûté bien du sang! Maintenant les Russes sont campés sur les places de Varsovie! ils ont gagné dix journées d'étapes vers la France. A présent la Russie, la Prusse et l'Autriche se donnent la main. Il ne reste plus que deux nations libres en Europe, la France et l'Angleterre, puis une poignée de Polonais qui a encore du sang à verser! Laissez aux vainqueurs le temps de prendre haleine et d'étancher le sang de leurs blessures, et puis la barbarie, le pouvoir absolu vont se mettre en marche; alors il nous faudra combattre, et combattre seuls, car nous aurons laissé périr nos frères. (*Le Sténographe*.)

D'après les bruits qui circulent, Paskewitsch aurait offert aux Polonais, le 5 septembre, des conditions humiliantes qu'ils ne pouvaient accepter sans se déshonorer; ils ont préféré périr les armes à la main. On s'est battu pendant deux jours; le courage a été affreux. Le 7, Paskewitsch a renouveau ses propositions sur une terre fumante du sang des braves. Si le 5 on avait repoussé le joug moscovite, on peut juger de l'horreur avec laquelle on l'a repoussé après les massacres de deux jours. S'il l'on n'a pu empêcher le vainqueur baigné dans le sang des patriotes d'entrer dans Varsovie, au moins les défenseurs de la patrie n'auront pas à rougir de lui avoir cédé. Le gouvernement russe est de fait maître de Varsovie, voilà tout; quant aux droits, il en a moins que jamais : aucune nation libre ne voudra lui en reconnaître. (*Temps*.)

— Une autre version circule ce soir. On dit que la désastreuse nouvelle de la prise de Varsovie est parvenue au gouvernement, non pas dans la soirée de jeudi comme dit aujourd'hui le *Moniteur*, mais bien dans la journée. La première pensée du ministère a été de cacher le plus long-temps possible, c'est-à-dire pendant douze heures, cette triste dépêche, deux journaux en ont reçu une vague confidence, et le *Moniteur* une demi-révélation. Selon le *Moniteur*, dont l'article ne dépasse pas cinq lignes, un combat de deux jours aurait précédé la reddition de la ville. Le journal officiel, qui en dit déjà plus que les deux journaux confidentiels, ne s'explique point sur le lieu et les circonstances de ce combat. S'il faut en croire une version qui nous est donnée, et qui malheureusement vient de très-bonne source, ces circonstances seraient effroyables! Ce ne serait point une capitulation que Varsovie aurait eu à subir, mais une occupation de vive force après une résistance dont Saragosse donna il y a vingt ans un mémorable exemple. (*Idem*.)

Varsovie a capitulé. L'héroïque nation polonaise, délaissée de la France, repoussée par l'Angleterre, vient de succomber dans la lutte qu'elle a si glorieusement soutenue pendant huit mois contre les hordes tartares alliées avec la Prusse. Le joug moscovite va peser de nouveau sur le peuple des Jagellons et des Sobieski, et, pour aggraver son infortune, les fureurs de quelques monstres affaibliront peut-être l'horreur que doit inspirer le crime de cette conquête. Que chacun garde ce qui est à soi : aux égorgés le meurtre et l'infamie; aux vrais enfans de la Pologne une gloire pure et immortelle; au czar et à ses alliés

la malédiction de quiconque porte en soi un cœur d'homme, de quiconque sent ce que c'est qu'une patrie; à nos ministres leur nom, il n'y a rien au-dessous.

Ainsi donc, peuple généreux, notre frère de foi et notre frère d'armes, lorsque tu combattais pour ta vie, nous n'avons pu t'aider que de nos vœux, et à présent que te voilà gisant sur l'arène, nous ne pouvons te donner que des pleurs. Puissent-ils au moins te consoler un peu dans ta douleur immense. La liberté a passé sur toi comme une ombre fugitive, et cette ombre a épouvanté tes anciens oppresseurs: ils ont cru voir la justice. Après des jours sombres, regardant le ciel, tu as cru y découvrir des signes plus doux; tu t'es dit: Le temps de la délivrance approche; cette terre qui recouvre les ossements de nos aïeux sera encore notre terre: nous n'y entendrions plus la voix de l'étranger nous dictant ses ordres insolens; nos autels seront libres comme nos foyers. Et tu te trompais! et ce n'était pas encore le temps de vivre, mais le temps de mourir pour tout ce qu'il y a de doux et de sacré parmi les hommes! Peuple de héros, peuple d'amour, repose en paix dans la tombe que le crime des uns et la lâcheté des autres t'ont creusé. Mais ne l'oublie point, cette tombe n'est pas vide d'espérance; sur elle il y a une croix, une croix prophétique, qui dit: Tu revivras!

F. DE LA MENNAIS. (Avenir.)

Des groupes nombreux se sont formés ce soir sur les huit heures, dans le jardin du Palais-Royal, poussant les cris de *Vengeance aux Polonais! à bas le ministère! mort aux traîtres!* et même assure-t-on, *à bas Louis-Philippe!* Cette foule s'est dirigée d'abord vers la cour du Palais: et de là elle s'est portée vers l'hôtel des affaires étrangères dont elle a brisé les fenêtres à coups de pierres et de bâtons. D'inutiles tentatives ont été faites pour enfoncer la porte. Sur ces entrefaites, un peloton d'infanterie de ligne est venu se poster le long du mur, l'arme au bras; il a bientôt été environné par la foule, au point de ne pouvoir bouger. Les cris redoublaient cependant, et des jeunes gens, la plupart bien vêtus, qui semblaient diriger le rassemblement, commençaient à se plaindre d'être dépourvus d'armes, lorsqu'un d'eux, montant sur un banc de pierre, a invité son auditoire à parcourir les quartiers les plus populeux de Paris, en exprimant sa sympathie pour la Pologne.

De vives acclamations ont répondu à cette harangue, et la foule a marché, sans dessein arrêté, jusqu'au boulevard Montmartre, où le cri *Aux armes!* s'est fait entendre. Aussitôt la boutique d'un armurier a été enfoncée, et quelques-uns des plus hardis se sont saisis d'épées et de sabres, tandis que des ouvriers abattaient, pour s'en faire des moyens d'attaque, les petits arbres des boulevards. Un fort détachement de dragons, arrivant alors sur les derrières du rassemblement, les a coupés en deux parties, tandis que les sergens de police, l'épée à la main, dissipaient les groupes, composés pour la plupart de curieux qui garnissaient les trottoirs. Des gardes nationaux en costume étaient entraînés dans le mouvement, quelques-uns criant aussi, à l'instigation des attroupements: *Vive la Pologne! mort aux traîtres!* Ils étaient invités de la manière la plus énergique à ne pas se compromettre dans les scènes qui se préparaient pour le lendemain. De fortes patrouilles de cavalerie parcouraient ce soir la ville et les boulevards. (Avenir.)

M. le ministre des affaires étrangères, interpellé aujourd'hui dans la chambre de donner des détails sur la douloureuse affaire de Pologne, a répondu que les Russes étaient entrés dans Varsovie où ne se trouvaient alors que 24,000 hommes de troupes, et qu'aujourd'hui l'ordre règne dans cette ville.

Tout est dans l'ordre en effet pour M. Sébastiani. N'avait-il pas annoncé que la Pologne devait périr?

Le baron d'Hooghvorst, envoyé à Vienne pour annoncer à la cour d'Autriche l'avènement du roi Léopold au trône de la Belgique, a été reçu le 4 de ce mois par le prince de Metternich, qui lui a fait entendre fort poliment que l'Autriche se voyait obligée de renvoyer la reconnaissance du nouveau souverain à l'époque où les négociations ouvertes à Londres auraient amené l'arrangement définitif des affaires de la Belgique. Or, chacun sait qu'il y a bientôt un an que la diplomatie s'occupe de cet arrangement définitif, sans rien terminer.

Par suite de ces derniers événements, une forte réaction contre la Belgique s'est déjà manifestée au sein de la conférence de Londres, et aujourd'hui les trois puissances absolutistes, l'Autriche, la Russie et la Prusse, nous paraissent parfaitement d'accord pour faire traîner la question belge jusqu'au moment où elle pourra servir de prétexte à l'exécution de leurs projets hostiles contre la France. (National.)

On nous assure que le général Guilleminot, pendant qu'il était encore notre ambassadeur à Constantinople, agissant d'après les mêmes motifs qui l'avaient porté à pousser les Turcs à une rupture avec la Russie, était parvenu aussi à faire naître entre cette dernière puissance et la Perse des difficultés qui étaient sur le point de se résoudre en une guerre.

Aujourd'hui ces difficultés paraissent aplanies. La Russie vient de conclure avec la Perse un traité par lequel elle garantit à Abbas Mirza la possession de ses états moyennant la cession d'une certaine étendue de territoire.

M. Sébastiani, en rappelant M. Guilleminot, a éloigné toutes les chances d'hostilité qui pouvaient menacer la Russie d'une diversion en faveur de la Pologne.

Nos dernières négociations à Londres ont singulièrement fait déchoir M. de Talleyrand dans l'opinion de notre ministère. M. Casimir Périer s'est, dit-on, tout-à-fait brouillé avec le vieux diplomate, dont la conduite inspire de tels soupçons, qu'un *habile* de la police, appelé Desforges, envoyé par le sieur Fondras, directeur de la haute police, est allé avec deux de ses agens en Angleterre pour y remplir

une mission très-importante de surveillance. Le rappel de l'ambassadeur dans de telles circonstances serait une faute que l'on n'a eu garde de commettre. Tout le travail des affaires étrangères qui passe par les bureaux continue à être adressé à M. de Talleyrand. Mais le cabinet particulier envoie ses notes secrètes au général Baudrand. Nous en sommes là avec notre fidèle et loyale alliée, l'Angleterre, qui, selon la triviale expression que l'on ne dédaigne pas d'employer dans le beau monde des barricades, nous *fait aller* comme les cours absolues du continent.

Les journaux de Londres du 13, arrivés par estafette, répètent la nouvelle répandue la veille de l'envoi d'une escadre anglaise dans le Tage. On disait aussi qu'une escadre française allait retourner à Lisbonne, et l'on pensait que le résultat serait d'engager don Miguel à se jeter tout-à-fait dans les bras de Ferdinand, qui déjà, dit-on, a rassemblé un corps d'armée assez considérable sur les frontières de Portugal. Les fonds anglais avaient monté par suite de forts achats faits pour le compte de certaines maisons françaises. L'agent d'une de ces maisons avait acheté à lui seul pour 300,000 livres sterling de consolidés; aussi ce fonds avait monté d'un demi pour cent et avait fermé à 82 3/4.

On mande de Madrid, 4 septembre:

Nous avons aussi notre petit choléra-morbus; mais il est circonscrit dans la place dite de la Cébacla (lieu des exécutions). On assure que, d'ici au 19, jour de l'arrivée de notre *monarque adoré*, vingt-huit victimes doivent succomber. Cela ne va pas à deux par jour, ainsi c'est peu de chose.

On lit aujourd'hui dans le *Diario* l'ordre d'illuminer les 10, 11 et 12 courant, en réjouissance de la grossesse de la reine.

Il règne ici une sorte de fièvre que l'on pourrait croire épidémique tant elle est répandue; il est des maisons dont tous les individus en sont atteints. La manufacture de M. Henri Dolfussee, à San-Fernando, à 9 lieues d'ici, compte une grande quantité d'ouvriers malades.

Un courrier extraordinaire est arrivé à l'ambassade de Portugal, venant de Lisbonne, et annonçant que l'insurrection a éclaté sur divers points: on assure que don Miguel demande des secours à son oncle. On annonce le prochain départ de 10,000 hommes qu'on dirigerait sur Badajoz.

Une lettre de Lisbonne reçue au Havre rapporte un fait atroce et qui malheureusement n'est pas invraisemblable. De fortes patrouilles parcouraient les rues de Lisbonne après la révolte manquée du 21 août. Un vieillard de 60 ans au moins est rencontré par un colonel migueliste marchant à la tête d'un bataillon. C'est un Français! s'écrie-t-on, et sans autre motif ni preuve, le colonel plonge son épée dans le corps de ce malheureux qui fuyait: il tombe, mais quelques-uns des témoins de cette scène affreuse en s'approchant de la victime, reconnaissent qu'il y a eu erreur de la part du colonel, et que le blessé était un Anglais. Ah! puisque c'est un Anglais, répond alors le colonel, qu'on le tue. Et le vieillard expire sous les coups de baïonnette des soldats de don Miguel.

## Nouvelles de Pologne.

Varsovie, 8 septembre.

La Pologne est de nouveau soumise à son souverain légitime. Le 5, le feld-maréchal expédia un officier de confiance à Varsovie pour demander, au nom de S. M., la reddition de la ville, en promettant amnistie et pardon. Par une illusion qu'on ne saurait trop déplorer, ces paroles de paix furent rejetées par les chefs de la rébellion. Le 6 à la pointe du jour les troupes russes s'avancèrent par conséquent pour donner l'assaut. Après la résistance la plus opiniâtre et la plus sanglante, nos braves soldats emportèrent avec une rare intrépidité quatre redoutes situées sur notre ligne d'attaque, ainsi que la première rangée de retranchemens qui entourent Varsovie, et dont Wola forme un fort complet. Mais avec cela on n'était pas au bout; il restait une seconde rangée de retranchemens et un large fossé muni de bastions autour de la ville. Le 7 à quatre heures du matin le maréchal allait surmonter ces derniers obstacles, lorsque le général Krukowiezki lui envoya le général Prondzynski pour lui annoncer l'intention de la nation polonaise de se soumettre à son souverain légitime. Cependant ces sentimens ne furent pas confirmés par ce chef du gouvernement, qui bientôt après parut en personne chez le maréchal, en alléguant qu'il fallait pour une pareille soumission l'assentiment de la diète.

Après les exhortations et les représentations les plus pressantes sur l'inutilité de toute défense ultérieure, et sur les maux qu'elle devait inmanquablement attirer, ce général se retira à dix heures du matin.

Il fut ensuite accordé au général Krukowiezki encore trois heures, terme dans lequel il devait annoncer au maréchal sa résolution définitive; mais celle-ci n'étant pas arrivée à une heure, le maréchal fit dire qu'il ferait attaquer.

On demanda alors encore une demi-heure pour se décider; mais lorsque celle-ci fut passée aussi sans recevoir de réponse satisfaisante, le maréchal ordonna l'attaque. Elle était terrible et d'un grand succès; des parlementaires parurent, mais ils n'apportèrent que des raisons dilatoires. On commença alors l'assaut sur la seconde rangée de retranchemens, qui fut emportée à la baïonnette. L'ennemi, qui avait reçu des secours, défendit opiniâtrement encore les jardins et les bords du fossé vers la barrière de Jérusalem, et força même un instant nos troupes à la retraite; mais leur ardeur belliqueuse se réveilla bientôt: promptement ils escaladèrent les remparts de la ville, qui offraient une dernière et formidable ligne de défense; les merveilles de valeur

qui avaient marqué ces deux jours se renouvelèrent, et à neuf heures du soir, retranchemens, jardins, fossés, remparts, tout était entre les mains de nos braves.

La nuit était tombée, et nos troupes avaient besoin de repos. Trois rangées de retranchemens prises d'assaut, 6,000 prisonniers et près de 100 pièces de canon étaient les trophées de ces deux jours mémorables. Rien ne pouvait sauver la ville et l'armée ennemie; l'une et l'autre implorèrent donc la clémence de l'empereur, et cette circonstance fit un devoir au maréchal d'arrêter la colère et la vengeance du soldat, irrité à l'excès par cette résistance extrême.

Aujourd'hui nos troupes sont à Varsovie. L'armée polonaise et la nation se sont soumises à leur monarque: la première se rend, d'après le manifeste de l'empereur, à Plocsko pour y attendre ses ordres. Dans quelques jours nous pourrions donner des détails sur ces événements importants. Les résultats glorieux que nous avons obtenus sont achetés par des sacrifices douloureux. Le maréchal lui-même a eu une contusion au bras gauche et à la poitrine. Krukowiezki a déposé ses pouvoirs. Le général Malakowski a annoncé au maréchal, dans deux lettres signées par lui, qu'il conduit l'armée à Plocsko dans le dessein d'y attendre les ordres de S. M. I. Il est à espérer que l'armée polonaise persistera dans ces bons sentimens et fermera l'oreille aux insinuations perfides qu'on pourrait lui avoir adressées.

JOURNAUX ANGLAIS.

On lit dans le *Courier* :

Notre gouvernement a envoyé des forces à Lisbonne pour protéger les sujets anglais, et pour demander réparation, dit-on, des outrages récents exercés sur nos compatriotes. Nos ministres ne pouvaient pas faire moins; mais il faut louer la promptitude avec laquelle cette détermination a été prise. L'insignifiance du *dey portugais* l'a trop longtemps protégé.

Il n'est pas probable que Miguel en échappe cette fois si facilement que la dernière fois, et, si nous ne nous trompons, l'amiral Roussin va être renvoyé à Lisbonne quand le gouvernement français aura appris comment le commandant de la corvette a été traité.

Miguel désirera certainement de se retrouver à Vienne, car avant peu il fera trop chaud pour lui à Lisbonne.

Le moment est arrivé pour Pedro de frapper un grand coup. S'il néglige cette occasion, il ne mérite aucun secours.

Le *Courier* publie, après ces réflexions, un mémorial adressé par trente-trois respectables négocians anglais à M. Hoppner, consul britannique à Lisbonne, au sujet des vexations que subissent en Portugal les sujets anglais.

— On lit dans le *Morning Chronicle* que les rapports arrivés de Portugal présentent l'état des affaires dans ce pays sous un point de vue très-alarquant. Les sujets anglais et français y sont également vexés.

Nous souhaitons, dit le journaliste, à lord Aberdeen beaucoup de satisfaction de son protégé.

POSTE DE L'APRÈS-MIDI.

— Le roi a honoré hier le théâtre de la Monnaie de sa présence. Les applaudissemens les plus vifs l'ont accueilli à son entrée dans la salle et à sa sortie. Le bien-aimé de la Belgique a paru sensible à ces nouvelles marques de l'affection des Bruxellois. La physionomie du roi était moins sérieuse que de coutume. Il va sans dire que la salle était comblée et que les acteurs et l'orchestre ont rivalisé de talent pour l'exécution du sublime opéra de Weber.

— On écrit du district de Soignies, que la candidature de MM. van Meenen et Defacqz y seront fortement appuyées dans les nouvelles élections qui vont y avoir lieu pour le choix de deux députés à la chambre des représentans.

— Quatre révolutions populaires avaient éclaté et régnaient victorieusement lorsque le ministère du 13 mars est venu: la révolution d'Italie, celle de Belgique, celle de Pologne, la nôtre enfin. Depuis le 13 mars, l'abandon du principe de la non-intervention, la reconnaissance des traités de 1815, ont amené trois restaurations: avis à la révolution de juillet. (*National*.)

— Bourse d'Amsterdam du 13 septembre: Le prix des fonds n'a pas éprouvé de variations notables. A l'ouverture de la bourse, les fonds avaient une tendance marquée vers la hausse, mais ils sont descendus rapidement quand on a appris que le prince d'Orange venait de partir à l'improviste pour l'armée, et que le voyage du roi à Amsterdam était différé jusqu'à lundi. Quelques nouvelles étrangères dignes d'attention ont également influé sur le cours des fonds.

— Un article du *Times* d'avant-hier ne permet pas de douter que le roi Léopold n'ait été forcé par le ministère, d'accord avec la conférence, de demander par écrit à S. M. Louis-Philippe la retraite de nos troupes dans le plus bref délai possible. On sait avec quelle promptitude notre cabinet a accédé à cette demande.

— Le 14, une conférence a eu lieu au *Foreign-Office* entre les ministres ordinaires et extraordinaires des grandes puissances. Le même jour, le baron Zuylen de Nyvelt, en mission particulière de la Hollande, ainsi que le ministre belge, ont travaillé au bureau des affaires étrangères. Après la conférence, la plupart des ministres du cabinet anglais se sont réunis au conseil, qui a duré environ une heure et demie.

— Hier, à onze heures du matin, le roi, accompagné du ministre de la guerre, de plusieurs généraux français et d'un nombreux état-major, a passé la revue du 1<sup>er</sup> ban de la garde civique et de la compagnie des chasseurs volontaires de Bruxelles.

COMMERCE.

PORT D'ANVERS. — Arrivages du 17 septembre.

Le brick Suédois *Hennette*, cap. Jongeren, ven. de Riga, avec graine de lin.  
Le kof hanovrien *Vrouw Fytine*, cap. Gardens, ven. de Bergen, avec hareng salé: (*Déchargés de quarantaine.*)  
Départ du 17 septembre. — Le kof belge *London Paket*, capitaine Roelofs, allant à Liverpool, sur l'est.

BOURSE D'ANVERS, du 17 septembre.

Emprunt de 12 millions	66 à 67 1/2	A	Rente perp. Esple à Paris.	47
Rentes remboursables	84 1/2	P	" " " à Amst.	42 à 41 7/8
Autriche métalliques	80 1/2 et A		Anglo-Danois 3 p. 0/0	61 à 61 1/2 P
Lots de 250 fl.	358	A	Sicile emp. de 1821.	75 1/2
" 100 fl.	190		" " 1824.	79
Guebhard	64	I	Certifi. Falconnet	64 5/8 A

Bourse de Paris, du 16 septembre. — Cinq p. cent, 86 60; fin courant, 86 50. — 3 p. cent, 57 80; fin courant, 57 85. — Act. de la banque, 1520. — Rente de Naples, 69; fin courant, 68 75. — Emp. Guebhard, 63 1/2. — Rente perpétuelle, 46 7/8.  
Outre la bourse ci-dessus, voici une lettre qui fait connaître les causes de la baisse.

(Correspondance particulière)

Paris, le 16 septembre 1831.

A la bourse de Paris d'aujourd'hui 16, dans les marchés à terme les cinq ont fléchi de 1 fr. 10 c., les trois de 1 fr. 65 c., les ducats de 1 fr. et la rente perpétuelle de 3/8.

Les trois fin du mois ouverts à 58 fr. 75 c. (75 c. au-dessous du dernier cours de la veille) ont été ballottés jusqu'à deux heures et demie entre 58 fr. 90 c. et 58 fr. 60. Pendant la dernière heure la dépression a fait des progrès alarmans. Ils sont descendus à 57 fr. 60 c. Le parquet a coté le dernier cours à 57 fr. 85 c. (1 fr. 10 c. au-dessous de celui d'ouverture.) Du plus haut au plus bas cours le mouvement a été de 1 fr. 30 c. sur les trois, de 1 fr. 05 c. sur les cinq et de 75 c. sur les ducats.

Après la bourse les trois sont restés à 57 fr. 90 c.  
Il est sans doute inutile d'annoncer que la dépression qu'ont éprouvée aujourd'hui les fonds publics a été occasionnée par la désolante nouvelle de l'occupation de Varsovie par l'armée russe. Il serait impossible de décrire la sensation que cette catastrophe a produite sur le public de la bourse.

On est venu annoncer vers deux heures un quart que tous les membres du ministère actuel avaient donné leur démission.

Bourse d'Amsterdam, du 12 septembre. — Dette active, 37 1/2; billet de change, 13 1/2; synd. d'amort., 59 3/8.

Marché de Namur du 15 septembre 1831.

	Fl.	Cts.	Cts.
Froment-roux, la rasière	11	06	34
Seigle.	6	42	59
Avoine	2	37	34
Pommes de terre.	1	54	28
Beurre.	0	77	14

ANNONCES.

1255. A. J. Lallement, rue de l'Ange, n° 738, à Namur, paiera comptant, les obligations de l'emprunt de douze millions au plus haut prix possible.

Il ouvrira incessamment un bureau d'agence pour affaires générales et particulières, soit gestion, écrits divers, ventes, sollicitations, poursuites, intérêts à soutenir ou soigner, etc., etc.

1254. A LOUER.

Une maison située à Corroy-le-Château, propre pour le commerce ou pour quelqu'un qui voudrait avoir une maison de campagne. Cette maison consiste dans un vestibule, une cuisine, laverie, une salle à manger, salon, trois chambres dans le bas et trois chambres en haut. La situation en est fort belle, sur le grand chemin, en face de l'étang et la vue donnant sur la chaussée de Fleurus à Saint-Michel. Il s'y trouve une écurie, et un jardin d'excellente qualité; le tout est près de l'église. S'adresser au jardinier Antoine Petermans.

1202. AVIS.

5300 florins des Pays-Bas à appliquer à 4 pour cent. S'adresser au secrétariat à l'hospice St Gilles, à Namur.

1251. Quartier garni composé de trois places ou six, avec écurie et remise, à louer. On louera l'un et l'autre séparément suivant le désir des amateurs. S'adresser rue des Carmes, N° 839.

1247. Vente publique à Gand, de 200 boucauds tabac Kentucky première qualité; 200 boucauds de tabac Richemond; 50 boucauds tabac Maryland,

Qui aura lieu lundi 26 septembre 1831, à la *Maison des Brasseurs*, à deux heures de relevée, par l'huissier Vermandel, pour compte de M<sup>r</sup> E. van Rullen, dont les échantillons seront visibles le matin dans le local de la vente, ces marchandises sont récemment arrivées de la Nouvelle-Orléans et le Richemond en Virginie, par les navires américains, *Marcia* et *Plato*.

1235. Namèche aîné, nég<sup>t</sup> en fers, rue de Bruxelles, N° 9, à Namur, est chargé d'acheter au prix le plus élevé, les obligations de l'emprunt de douze millions.

Il échange (sans frais) les récépissés contre des coupons, aux personnes qui préfèrent les garder.